

ANTISÉMITISME AU CANADA FRANÇAIS ET AU CANADA ANGLAIS (1900-1945) :
SIMILARITÉS ET DISTINCTIONS
PAR JEAN-PHILIPPE CROTEAU
UNIVERSITÉ DE HEARST

L'antisémitisme au Canada constitue l'une des questions qui soulève encore aujourd'hui bien des passions. C'est une question qui dérange puisqu'elle renvoie à un passé plus ou moins assumé et qui ne correspond pas à l'image que se font les Canadiens et les Canadiennes de l'histoire de leur pays. Une histoire caractérisée par l'adhésion des Canadiens aux valeurs libérales et aux principes démocratiques. Par ailleurs, les Canadiens éprouvent une grande fierté pour le « modèle canadien » qui a su au cours de l'histoire concilier les droits individuels et les droits des minorités au sein d'une communauté nationale et qui est souvent cité en exemple à l'étranger. L'antisémitisme vient donc jeter un peu d'ombre sur l'expérience canadienne.

La question de l'antisémitisme a souvent été abordée sans la rigueur et l'objectivité scientifique la plus élémentaire propre à la pratique historique. Ce débat donne l'impression qu'il vise soit à donner bonne conscience aux Canadiens en niant ou en relativisant l'existence de l'antisémitisme sur leur sol ou au contraire, à trouver des coupables que l'on souhaiterait faire comparaître devant un tribunal d'intention pour faire supporter le poids d'une certaine culpabilité historique.

Au-delà de ses incontournables références politiques, le débat sur l'antisémitisme demeure très important. Il constitue un excellent exemple du passage difficile des sociétés vers la reconnaissance de la pluralité religieuse et culturelle. Au Canada, cette difficulté a été double. Elle a été vécue au Canada français et au Canada anglais d'après des modèles culturels et sociaux distincts. Dans ce texte, nous brosserons le portrait de l'antisémitisme au Canada et de ses principales manifestations au cours de la période qui s'étend de 1900 à 1945. Nous tenterons de démontrer que l'antisémitisme canadien-français et canadien-anglais appartient à la même trame sociale. Il s'agit d'une résistance au changement social appréhendé par les élites canadiennes-anglaises et canadiennes-françaises qui craignent de perdre leur statut de peuple fondateur face à l'arrivée de tiers groupes. Cependant, cette double résistance, bien qu'elle possède les mêmes prémisses de départ, a connu ses propres manifestations et ses propres modes d'expression, car elle répondait à des modèles culturels et sociaux bien précis.

Définitions et termes

L'antisémitisme est un phénomène complexe et chargé d'émotions largement stigmatisé en raison de l'héritage troublant de l'Holocauste. Pour ces raisons, le terme « antisémitisme » doit être manipulé avec soin, car il est sujet à de multiples interprétations. Thème controversé, le terme « antisémitisme » a été sans cesse galvaudé et apprêté à toutes les sauces soit involontairement soit par délit d'intention. Il importe donc de définir avec précision le terme « antisémitisme ».

L'antisémitisme a une double racine. Il découle tout d'abord de l'antijudaïsme de l'Église catholique au Moyen-Âge qui considérait la religion juive comme une doctrine dangereuse pour le christianisme. D'après cette doctrine, les Juifs sont perçus d'abord et avant tout comme un groupe religieux qui peut pervertir les chrétiens qui les côtoient. Peuple maudit, ils sont qualifiés de « déicides » pour avoir assassiné le Christ. Durant le Moyen-Âge, les Juifs ont été confinés aux « ghettos » — ces quartiers qui leur sont réservés à l'intérieur des villes européennes — afin d'éviter qu'ils ne contaminent la société chrétienne. La plupart des métiers leur sont interdits (à l'exception du commerce) et leurs relations avec les non-Juifs sont vigoureusement réglementées.

L'antisémitisme proprement dit fait son apparition en Europe à la suite des « Actes d'Émancipation » décernés aux populations juives au cours de la première moitié du XIX^e siècle qui leur accordent l'égalité politique. Ces Actes d'Émancipation visent à favoriser leur intégration dans les sociétés désormais libérales et sécularisées dans un premier temps, mais ultimement ces mesures législatives doivent conduire à leur assimilation complète. Les élites libérales de l'époque espèrent ainsi régler le « problème juif ». Au cours du XIX^e siècle, les Juifs sortent alors des ghettos et ont accès à des professions auparavant interdites. Toutefois, cette libéralisation de la condition des Juifs au sein des sociétés européennes suscite des résistances. L'antisémitisme en est la manifestation principale¹.

Dans la pensée antisémite, les Juifs constituent un groupe social inassimilable qui fait peser à la société une menace fondamentale pour sa cohésion et son harmonie. Le « Juif » tant honni peut prendre diverses figures : le socialiste ennemi du christianisme et du capitalisme; le banquier qui, cachée dans l'ombre, fait main basse sur la haute finance et enfin, le commerçant qui exploite les pauvres gens en leur prêtant à vil intérêt².

L'antijudaïsme et l'antisémitisme ne sont pas nécessairement antinomiques. Ces deux sentiments s'entremêlent, se nourrissent l'un de l'autre ou se complètent. De plus, ils n'évoluent pas en vase clos. Ils sont influencés par d'autres courants idéologiques (libéralisme,

conservatisme, nationalisme et socialisme) et les influencent à leur tour. L'antisémitisme évolue habituellement dans un environnement de tolérance ou d'indifférence relative envers les Juifs, mais qui varie en degré d'intensité selon les conjonctures. Ainsi, une société est rarement antisémite, mais elle peut être traversée à l'occasion par des vagues ou des courants plus ou moins intenses d'antisémitisme.

L'antisémite fait de son hostilité aux Juifs l'objet principal, sinon l'unique, de sa pensée ou de son engagement politique. Les autres acteurs sociaux comptent pour peu dans son analyse ou son argumentation. Il s'agit d'un mode de pensée extrêmement simplifié qui ramène tous les maux sociaux à la question juive. La seule façon de surmonter la question juive est l'exclusion sociale de cette catégorie de citoyens, leur expulsion du pays ou, pour les antisémites les plus extrémistes, leur élimination physique³.

Les conceptions de la Nation

Pour bien comprendre la montée du sentiment antisémite au Canada, il convient de saisir les conceptions de la nation véhiculées au sein des populations anglophone et francophone à la fin du XIX^e siècle. L'émergence d'une pensée antisémite s'explique par deux phénomènes : l'immigration massive qui modifie la composition de la population canadienne et la diffusion d'idéologies nationales et conservatrices.

À la fin du XIX^e siècle, le gouvernement fédéral institue une importante politique d'immigration pour favoriser le peuplement de l'Ouest canadien. Dans l'esprit des hommes politiques de l'époque, ce peuplement massif des Prairies vise à jeter les bases d'une agriculture de marché développée autour d'un axe commercial est-ouest et relié par le chemin de fer. Cette immigration bouleverse profondément la composition de la population canadienne, ce qui n'est pas sans inquiéter les deux principaux groupes linguistiques du Canada, les Canadiens anglais et les Canadiens français⁴.

À cette époque, bon nombre de Canadiens anglais ont le sentiment d'appartenir à une civilisation supérieure, l'Empire britannique. Les Canadiens anglais estiment que les peuples anglo-saxons ont atteint le sommet de l'évolution humaine et du progrès social, que la civilisation britannique constitue la forme plus achevée de société et que les principes du gouvernement britannique représentent la pleine maturité politique. D'après la pensée de l'époque, la grandeur du Canada repose sur sa capacité à reproduire sur son sol les institutions, les principes et les valeurs de l'Empire britannique⁵.

L'intellectuel impérialiste canadien bien connu, George M. Grant, écrit à la fin du XIX^e siècle :

The Empire to which belong is admittedly the greatest the world has ever seen. In it, the rights of all men are sacred and the rights of great men are also sacred. It is world-wide and therefore offers most opportunities for all kind of noblest service to humanity, through the serving of fellow-citizens in every quarter of the globe. Of the few great nations of the future the future English-speaking people is destined, if we are only true to ourselves, to be the greatest, simply because it represents most fully the highest political and spiritual life that humanity⁶.

Au de là du sentiment d'appartenance à l'Empire, la doctrine impérialiste puise aussi dans des courants idéologiques conservateurs comme le darwinisme social. Le darwinisme social constitue une tentative d'explication pseudoscientifique et de justification sociale des inégalités socio-économiques, de l'exploitation culturelle et du laisser-faire du capitalisme. Cette doctrine croit essentiellement que les peuples les plus puissants ont le devoir de diffuser et d'inculquer les valeurs de leur civilisation aux autres nations et que les classes sociales supérieures devraient avoir la responsabilité de gouverner les sociétés. C'est une doctrine qui tend à reconnaître et à justifier les rapports de domination sociale au sein des sociétés et entre les différentes nations⁷.

Façonnées dans cet environnement idéologique, les élites canadiennes-anglaises éprouvent une méfiance vis-à-vis des immigrants qui ne pourraient se conformer au type physique de l'Anglo-saxon et à la culture et aux valeurs britanniques. Ainsi, les Britanniques, les Américains les Allemands et les Scandinaves occupent le sommet de la pyramide. Les peuples d'agriculteurs comme les Russes, les Autrichiens, les Polonais, les Ukrainiens et les Hongrois constituent un groupe intermédiaire. Même s'ils professent une autre religion que le protestantisme, ces arrivants sont bien vus, car ils adhèrent à des valeurs compatibles avec celles des Canadiens en raison de leurs origines rurales. Les élites politiques canadiennes considèrent que ces peuples, en plus de contribuer à l'édification d'une société rurale, pourront être assimilés sans trop de mal grâce au système scolaire public de langue anglaise. À l'opposé, les immigrants catholiques, les Grecs, les Arabes, les Juifs, les noirs et les Asiatiques appartiennent à des cultures totalement étrangères et inassimilables à la société canadienne. Ces groupes de nouveaux arrivants risquent donc de miner les fondements britanniques et protestants de la société canadienne⁸.

Les politiques du ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, sous le gouvernement Laurier, sont très explicites à cet égard. Le ministre adopte une politique d'immigration sélective qui favorise le recrutement des Britanniques, des Américains, des habitants d'Europe du Nord et, dans une

moindre mesure, ceux d'Europe centrale. Les autres ne sont tout simplement pas les bienvenues. Pour Sifton, L'immigrant doit être un « un paysan vigoureux, portant une veste en peau de mouton; né sur une ferme, il a une vieille ascendance terrienne, une femme bien en chair et une demi-douzaine d'enfants ». En 1899, il précise davantage : « nous ne voulons que des agriculteurs; les ouvriers ne sont pas les bienvenus »⁹.

Le plan de recrutement intensif d'immigrants sur les marchés européens et américains fait passer le nombre annuel de nouveaux arrivants, en 1896, de 16 835 à 400 870, en 1913. Environ la moitié des immigrants est originaire des Îles Britanniques, un cinquième des États-Unis et le quart d'Europe centrale et du Nord. La proportion d'Asiatiques est moins de trois pour cent. Rappelons qu'en 1921, 23 % des Canadiens sont nés à l'étranger. Contrairement à la croyance populaire, les immigrants juifs forment une proportion infime du total de l'immigration. Entre 1900 et 1920, environ 75 000 Juifs viennent s'établir au Canada sur 3,4 millions d'immigrants, soit environ 2 % du total¹⁰.

C'est dans ce contexte qu'on assiste au Canada anglais à la formation de la pensée antisémite. Les Juifs sont considérés d'autant plus inassimilables qu'ils ne correspondent pas à la notion du Canadien idéal, celle du fermier ou de l'agriculteur. Dans un pays, où le gouvernement cherche à édifier une société rurale, le Juif apparaît plutôt comme un citadin, un habitant des villes, qui se livre à des activités mercantiles jugées immorales.

À cette époque, les élites politiques et religieuses voient d'un mauvais œil le mouvement des populations qui s'entassent dans les villes pour travailler dans les usines et rejoindre les rangs des classes « laborieuses et dangereuses ». Elles regardent la société à travers le prisme d'un univers rural conforme à leur conception d'une nation agricole. Dans leur optique, la ville constitue un lieu de perte et d'immoralité associée surtout aux valeurs matérielles. L'immigration s'inscrit pour le gouvernement fédéral dans un processus de régénération raciale et de restauration sociale menacée par une immigration incontrôlée et par l'industrialisation et l'urbanisation. Bref, le Juif symbolise la source de la dégénérescence qui guette la société canadienne.

Le plus célèbre des antisémites est l'écrivain Goldwin Smith qui marquera de ses écrits toute une génération et fera plusieurs émules, dont le futur premier ministre du Canada, William Lyon Mackenzie King. Smith est un libéral, partisan du libre-échange et de l'annexion du Canada aux États-Unis. Il est beaucoup moins connu pour ses pamphlets haineux à l'endroit des Juifs. Pour lui, les Juifs sont une menace pour la civilisation occidentale, car ils sont un peuple « tribal » dont la loyauté va d'abord à leur race et à leur religion :

The religion being identified with the race, as is the case in the whole group of primeval and tribal religions, of which Judaïsm is a survival. A Jew is not an Englishman or Frenchman holding particular tenets : He is a Jew with, with a special deity for his own race. The rest of mankind are to him not merely people a different creed, but alien in blood¹¹.

Toutefois, la principale menace des Juifs réside dans leur pouvoir économique. Smith n'hésite pas à les qualifier de parasites, coupables de « wealthworship, stock-jobbing, or any acts by which wealth is appropriated without honest labour »¹². Smith ne prêche pas dans le désert. Ses idées reçoivent un bon accueil dans la presse, dans certains cercles politiques et religieux où elles sont largement diffusées.

Au Canada français, on assiste aussi à la formation de nouvelles idéologies. Après l'échec de la rébellion des Patriotes, en 1837-1838, l'Église catholique profite de la nouvelle conjoncture pour asseoir son autorité sur la société canadienne-française. Elle lance une offensive contre les principes libéraux en propageant une nouvelle idéologie : l'ultramontanisme. Cette idéologie vise à s'assurer que les lois civiles, éducatives, sociales et politiques soient conformes aux enseignements de l'Église catholique. Pour ses promoteurs, Mgr Bourget, archevêque de Montréal et Mgr Laflèche, évêque de Trois-Rivières, une société ne saurait être édiflée sans refléter des principes religieux. De plus, la sphère temporelle doit être subordonnée à la sphère spirituelle, le pouvoir politique au pouvoir religieux. L'Église catholique a donc un devoir de surveillance sur les activités de l'État qui est considéré comme son auxiliaire¹³.

L'ultramontanisme atteint son apogée entre 1867 et 1896. Au cours de la période suivante, qui s'étend de 1896 à 1920, il est franchement en perte de vitesse. L'arrivée au pouvoir des libéraux à Ottawa et à Québec force l'Église catholique à faire des compromis. De plus, l'industrialisation crée à partir du début du XX^e siècle de nouvelles conditions sociales difficilement conciliables avec les principes de l'ultramontanisme. Néanmoins, il reste que l'antisémitisme canadien-français puise de façon importante dans l'ultramontanisme qui voit la société canadienne-française uniquement à travers les paramètres du catholicisme. Toute influence qui n'est pas d'inspiration catholique apparaît dans la pensée ultramontaine comme une menace ou un danger pour l'unité sociale de la collectivité canadienne-française¹⁴.

Au Canada français, à l'instar du Canada anglais, l'immigration inquiète beaucoup. Les porte-parole nationalistes considèrent que l'immigration menace l'équilibre ethnique au Canada qui repose sur l'existence de deux groupes nationaux, linguistiques et religieux. Pour les élites nationalistes canadiennes-françaises de l'époque, l'*Acte de l'Amérique du Nord*, signé en 1867,

est un pacte entre deux nations, entre deux groupes religieux, entre deux groupes culturels. L'immigration ne peut qu'éroder le statut de peuple fondateur des Canadiens français et menacer les droits politiques et scolaires des communautés francophones et catholiques à l'extérieur de la province de Québec. Bien qu'ils représentent une proportion infime des contingents d'immigrants, les Juifs sont vus d'un mauvais œil par les nationalistes canadiens-français. Ils sont considérés comme un groupe inassimilable, étranger à la civilisation chrétienne, qui menace les fondements de la société canadienne en plus de participer à la minorisation des Canadiens français au Canada¹⁵.

Le plus important penseur nationaliste de cette époque est Henri Bourassa, député du comté de Labelle et fondateur du journal *Le Devoir*, en 1910. Tribun nationaliste au verbe éloquent, il fera de la question du Pacte des deux nations, le combat de sa vie. Député indépendant à la Chambre des Communes, à partir de 1899, après avoir été pendant un court moment membre du cabinet du gouvernement libéral de Laurier, Henri Bourassa intervient régulièrement sur la question de l'immigration :

Quel sera le caractère national de ces nouvelles provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan qui tôt ou tard domineront la Confédération. Les livrerons-nous demain à l'étranger – au Galicien, au Doukhorobor, au Mennonite, à l'Américain, au Français, à l'Anglais – sans sauvegarder les droits acquis, la liberté, l'existence même de ceux qui furent les pionniers de la civilisation chrétienne et de la nationalité canadienne¹⁶.

À plusieurs reprises, Henri Bourassa prend la parole à la Chambre des Communes pour réclamer au gouvernement fédéral de cesser d'abandonner les Prairies aux « hordes » d'immigrants et plutôt de les réserver aux « peuples fondateurs » qui pourront les faire fructifier quand bon leur semblera. De plus, il fait étalage au Parlement fédéral de certains de ses préjugés à l'endroit des Juifs de Russie rappelant que ceux-ci méritent en quelque sorte les persécutions dont ils sont victimes. En effet, d'après lui, ils se sont toujours constitué en exploiters prêts à s'enrichir sur le dos des populations locales¹⁷.

Parallèlement au courant anti-immigration, il se forme au Québec un antisémitisme basé sur l'antijudaïsme séculaire de l'Église catholique et influencée par l'ultramontanisme. Pour l'Église catholique, les Juifs sont liés au danger du modernisme, du libéralisme, du bolchevisme, du matérialisme et de la vie urbaine. Tous des maux qui menacent l'intégrité de la société canadienne française traditionnelle engagée dans une lutte pour la survivance de la langue française et de la foi catholique, ainsi que la préservation du caractère rural de la société. La figure du Juif représente la modernité, l'américanisation des mœurs, le consumérisme et la culture de masse. Le discours de l'Église catholique s'oppose à ces bouleversements sociaux

en défendant la tradition, la cohésion nationale et les valeurs rurales. En fait, ce discours s'inscrit dans un mouvement de résistance de l'Église catholique face aux transformations que connaît la société canadienne-française dans un contexte d'urbanisation et d'industrialisation. Ces bouleversements prennent aux yeux du clergé catholique les traits déguisés du Juif¹⁸.

Que ce soit au Canada anglais ou au Canada français, l'antisémitisme s'exprimera comme une résistance farouche au changement. Il constituera pour les élites canadiennes-anglaises et canadiennes-françaises une façon de gérer les bouleversements sociaux que l'on attribue faussement à la présence de la communauté juive dans une société chrétienne. En bref, l'antisémitisme au cours de la période étudiée répond à une question sociale, mais ses arguments prennent une couleur raciale, culturelle et religieuse. Son discours vise à masquer les contradictions sociales générées par les transformations économiques et renvoie à la vision dualiste du pacte des peuples fondateurs.

La quête de la mobilité sociale de la communauté juive

La première vague d'immigration juive d'importance survient au tournant du XX^e siècle. Ces nouveaux arrivants fuient les *pogroms* et les persécutions qui sont monnaie courante dans l'Empire russe. Ils viennent en ordre d'importance de Russie, de Pologne, de Roumanie et de Hongrie. Ils s'établissent principalement dans les grands centres urbains : Montréal, Toronto et Winnipeg.

Groupe d'immigrants socialement démunis, les Juifs travaillent surtout dans les manufactures de vêtements (*sweatshop*) et dans le commerce au détail. Le commerce au détail représente une activité très lucrative pour eux. En effet, ouvrir un commerce au détail nécessite un petit capital et des faibles coûts de fonctionnement et de rentabilisation. Les commerçants juifs utilisent une politique de crédit pour attirer la clientèle des quartiers ouvriers qui ne bénéficie pas toujours de la somme complète pour acheter des biens de consommation dans les grandes chaînes de magasins¹⁹.

Pendant l'entre-deux-guerres, la deuxième génération de la communauté juive est empressée de quitter les secteurs des manufactures de vêtement et du commerce au détail pour accéder aux professions libérales et aux emplois dans le secteur des services et de l'administration publique (finance, santé, éducation, emplois de bureau). Ces emplois, en plus d'être rémunérateurs, revêtent un prestige social pour les Juifs de la deuxième génération qui sont à la recherche d'avenues de promotion professionnelle.

Toutefois, ces emplois sont depuis toujours la chasse gardée des deux principaux groupes linguistiques au Canada, les anglophones et les francophones, qui n'entendent pas les partager avec des nouveaux venus. Les élites de ces deux groupes tenteront pendant l'entre-deux-guerres de barrer la route de la mobilité sociale aux Juifs, perçus comme des concurrents potentiels²⁰.

La presse clérico-nationaliste au Québec

Au Québec, la presse ultramontaine ou clérico-nationaliste a joué un rôle prépondérant dans la diffusion de l'antisémitisme. Dès les années 1880, des journaux comme *La Vérité*, *L'Étendard*, *La Semaine religieuse* ou *L'Action sociale* propage une pensée antisémite qui associe les Juifs à des « doctrines dangereuses » comme la modernité, la sécularisation, le matérialisme et l'américanisme. Ils puisent largement dans le répertoire de l'antisémitisme français qui bénéficie d'une large diffusion dans les milieux cléricaux au Québec²¹. En 1893, le Père Zacharie Lacasse, dans un article du *Semeur*, en appelle à la solidarité de ses compatriotes :

Au lieu d'encourager les amis de la bonne cause, ceux qui vont à la même Église que vous, qui sont Canadiens et catholiques comme vous, qui sont à la tête de nos bonnes œuvres, vous allez donner votre bourse à des ennemis jurés de la cause canadienne-catholique [...] Encourageons donc nos catholiques et n'allons pas donner à nos ennemis l'influence de l'argent qui est énorme dans ce dix-neuvième siècle²².

L'événement le plus célèbre de cette période est l'Affaire Plamondon. En 1910, le notaire Jacques-Édouard Plamondon prononce, à Québec, une allocution qui décrit le Juif comme « voleur de nos biens, corrupteur de nos femmes et assassins d'enfants chrétiens » et « fauteur de révolutions où il trouve ample carrière à exercer toutes ses perfidies habituelles »²³. Outrés, les dirigeants de communauté juive intentent une action au civil contre Plamondon, lequel est appuyé par des personnalités cléricales de la ville de Québec. La Cour de justice donnera raison aux plaignants²⁴.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les élites clérico-nationalistes se préoccupent des effets de l'urbanisation et de l'industrialisation sur les traditions et les valeurs canadiennes-françaises. Celles-ci s'inquiètent des menaces qui pèsent sur la société canadienne-française comme la baisse de la ferveur religieuse, la perte de la fierté nationale, l'américanisation des mœurs, la culture de masse et de divertissement, le consumérisme, etc. En 1917, une revue, *l'Action française*, est fondée. Le prêtre et historien, Lionel Groulx, devient,

à partir de 1920, le directeur. Cette revue cherche à régénérer la vie nationale et sociale canadienne-française en promouvant l'action et l'engagement politique²⁵.

Dans les années 1920, l'*Action française* tient un discours très réfractaire au changement social. Dans un de ses numéros intitulés « L'ennemi dans la place », elle identifie deux dangers qui pèsent sur la société canadienne-française : l'urbanisation qui remet en cause la vocation agricole des Canadiens français et l'américanisation des mœurs et de la culture. L'*Action française* dénonce aussi implicitement la question du dimanche, alors que l'apparition du cinéma et des sports professionnels bouleverse la fréquentation à l'église.

L'*Action française* fait allusion périodiquement aux Juifs tenus responsables de l'américanisation de société canadienne-française. Pour les rédacteurs de la revue nationaliste, les Juifs sont un agent de diffusion des valeurs matérielles et mercantiles qui menacent les valeurs spirituelles et sociales des Canadiens français :

Les Juifs, outre le but de déchristianisation qu'on leur prête, ont pour principal objet de réaliser de l'argent et de mettre la main sur les finances du monde. En s'emparant du cinéma, ils ne songent pas tant à faire de l'art qu'à accaparer de la richesse. Pour arriver à leurs fins, rien ne sera négligeable ni trop bas; ils exploiteront les passions sous toutes les formes, flatteront les instincts. Ils n'ont aucun souci de la morale ni de l'ordre, et le merveilleux moyen d'éducation qu'est le cinéma deviendra entre leurs mains à cause de leur soif d'or et de leur rage de domination, un outil de dépravation, une école de corruption et de révolution. S'ils y voient une façon d'attirer les foules, et d'emplier la caisse, ils propageront les idées anti-sociales, se feront les champions du divorce et de l'amour libre à l'occasion des pratiques malthusiennes. Naturellement ennemis de l'ordre, ils accorderont un appui bienveillant au socialisme le plus destructeur²⁶.

L'*Action française* n'est pas la seule revue cléricalo-nationaliste à lancer des attaques infamantes contre les Juifs. L'*Action catholique*, porte-parole de l'archevêché de Québec et anciennement nommé L'*Action sociale*, reste la plus violente. Dans les années 1920 et 1930, L'*Action catholique* s'oppose à l'immigration juive par crainte que « le Canada devienne rapidement le dépotoir et le refuge de la juiverie continentale européenne ». Le quotidien prévient ses compatriotes : « Au train des derniers mois, il n'est pas douteux qu'en peu d'années, nos villes regorgeront des fils d'Israël qui, avec leur habileté, leur avidité, se seront emparés de tout notre commerce »²⁷. De plus, les Juifs apparaissent comme une menace pour la survie du christianisme : « C'est un fait historique dont la preuve serait facile à établir, que l'ascension est proportionnée au déclin, à l'affaissement des mœurs chrétiennes. Plus le nombre augmente des chrétiens dégénérés qui ne vivent plus de la Foi plus s'accroît la puissance juive, plus sa montée devient rapide, insolente et dominatrice »²⁸.

Le chanoine Lionel Groulx, l'un des principaux penseurs nationalistes de l'époque, est sans doute la figure la plus controversée de cette époque²⁹. Il a fait couler beaucoup d'encre en

raison de son prétendu antisémitisme bien qu'il n'a jamais pris position publiquement sur la question juive. Il s'est contenté d'écrire des articles antijuifs sous la plume du pseudonyme de « Jacques Brassier » surtout au début des années 1930. L'un des passages les plus célèbres est celui-ci :

[...] À quoi tend cette accumulation de privilèges absolument injustifiables, sinon à favoriser, dans la province de Québec, et tout d'abord dans Montréal, l'établissement d'une véritable dictature commerciale juive, dictature que l'internationalisme d'Israël rend de création singulièrement facile et redoutable? « Le monde sans âme » où nous vivons est payé pour savoir que toute dictature de caractère économique constitue un danger et un mal social. [...] Nous ne voyons point qu'en un pays comme le nôtre, une dictature économique juive soit de nature, plus que tout autre, à servir le bien commun, non plus que les intérêts de notre collectivité catholique canadienne-française. Les Juifs ne sont pas seuls assurément à cultiver en serre-chaude la graine du communisme. Ils ont en tout cas la réputation, auprès d'esprit grave – et c'est assez pour que nous ayons le droit de nous méfier – d'en cultiver plus que les autres. [...] Mais alors, se faire les artisans de la puissance juive, quand les Juifs sont déjà actifs et assez habiles à bâtir eux-mêmes leur fortune, n'est-ce de la plus folle, de la dernière insanité?³⁰.

Malgré tout, la part des écrits du chanoine Groulx qui traite des Juifs est rarissime. Il n'a jamais fait des Juifs le centre de ses préoccupations. La conception de la nation de Groulx était basée sur des valeurs culturelles, sociales et spirituelles liées au catholicisme qui étaient transmises d'une génération à l'autre. La présence des Juifs était donc jugée indésirable et menaçante dans un tel cadre national. Le chanoine Groulx ne revint jamais sur ses opinions formulées dans les années 1930 ni tenta de réévaluer certaines de ses conceptions. Né en 1878, il est resté toute sa vie durant un homme du XIX^e siècle avec la pensée et les idées³¹.

Enfin, il faut faire attention à l'impact que pouvaient avoir ces revues et journaux clérico-nationalistes sur le public canadien-français. Ces médias écrits touchent une proportion limitée du lectorat. Les journaux de masse (*La Presse*, *La Patrie*, *Le Soleil*), qui tous prennent la défense des principes de la démocratie libérale et du régime parlementaire, accaparent une part beaucoup plus importante du marché. Ainsi, dans les années 1920, les quotidiens libéraux ont un tirage bien supérieur aux organes clérico-nationalistes : *La Presse* : 150 000; *La Patrie* : 28 000; *Le Canada* : 12 000 et *Le Soleil* : 42 000. Du côté des quotidiens clérico-nationalistes, *Le Devoir* tire à 15 000 exemplaires et *l'Action catholique*, à 22 000³². Dans les années 1930, ces journaux libéraux dénonceront l'antisémitisme et le régime nazi et prendront la défense de la démocratie et des valeurs libérales³³. De plus, pour l'auteur Pierre Anctil, *Le Devoir*, sous la direction des successeurs de Bourassa, Omer Héroux et Georges Pelletier, n'aurait pas pris de position antisémite proprement dite en se contentant, pour reprendre son expression, d'émettre des allusions malveillantes à l'endroit des Juifs ou des commentaires ironiques de mauvais goût qui traduisent tout de même des préjugés défavorables vis-à-vis de ce groupe de citoyens³⁴.

C'est à cette époque aussi, à partir des 1920 et surtout pendant les années 1930, qu'Henri Bourassa sort de l'ombre après avoir quitté la vie publique depuis une décennie, pour aborder à nouveau la question juive, mais ce sera, cette fois-ci, pour pourfendre l'antisémitisme sur la scène publique. Pour lui, le combat pour défendre les minorités franco-catholiques au Canada et pour dénoncer l'antisémitisme est le même:

À ce sujet qu'on ne me permette d'ouvrir une courte parenthèse pour déplorer la vague d'antisémitisme qui passe maintenant sur la province de Québec. Elle a été soulevée par une poignée d'individus irresponsables. Puisse-t-elle tomber au plus tôt! C'est si peu chrétien, si contraire aux meilleures traditions du Québec [...] S'il arrivait qu'un Canadien français, possédant jugement et autorité, fut tenté d'encourager cette propagande de haine, qu'il se rappelle qu'une attaque portée contre n'importe quelle minorité est une menace à toutes les minorités³⁵.

Bourassa a été l'un des rares nationalistes canadiens-français à dénoncer ouvertement l'intolérance vis-à-vis des Juifs pendant l'entre-deux-guerres. Sur ce point, il aligne sa pensée sur celle du Pape Pie XI, qui, en 1926, dans une encyclique, condamne les mouvements nationalistes qui érigent en religion d'État les doctrines visant à sauvegarder la pureté du sang ou l'intégrité de la patrie et les placent au dessus de tout autre principe notamment l'humanisme chrétien³⁶.

L'État fédéral et l'immigration

Au lendemain de la Grève générale de Winnipeg, en 1919, le gouvernement fédéral de Borden décide de resserrer les règles liées à l'immigration. Pour les élites politiques de l'époque, les immigrants en provenance d'Europe de l'Est ont joué un rôle capital dans la grève et constituent des éléments révolutionnaires et subversifs. Pendant la Dépression, les immigrants sans emploi, indigents ou ceux qui militaient au sein des mouvements radicaux ou des syndicats. Entre 1930 et 1935, 28 000 immigrants sont déportés à l'extérieur du Canada³⁷.

Dans le milieu des années 1930, le premier ministre Mackenzie King décide de poursuivre la politique d'immigration de ses prédécesseurs avec encore plus de sévérité. Pour lui, il importe d'assurer l'unité nationale en ces temps troublés. Or, il sait qu'une partie importante de la population du Québec et de l'Ouest est opposée à l'immigration. Mackenzie King souhaite ménager leur opinion pour éviter une crise nationale. Dès 1933, *L'Action nationale* – autrefois *L'Action française* – appuyée par *L'Action catholique*, fait signer une pétition qui demande au gouvernement fédéral de fermer ses portes aux ressortissants Juifs d'Europe qui tentent de trouver refuge au Canada en raison des persécutions nazies. Leur argumentaire puise dans les

registres antisémites classiques, tandis que *Le Devoir*, tout en s'opposant à l'immigration, est beaucoup plus modéré dans sa ligne éditoriale. Un cas d'espèce pour des journaux cléricalo-nationalistes, *Le Droit*, un journal francophone d'Ottawa qui se montre sympathique au sort des Juifs. Engagé dans une lutte pour la défense des droits des francophones en Ontario, la question juive peut paraître au journal *Le Droit* une menace bien secondaire pour la collectivité qu'il représente. Enfin, les journaux libéraux – *Le Soleil*, *Le Canada* et *La Presse* – dénoncent à la fois les persécutions contre les Juifs en Allemagne et le régime hitlérien sans pour autant songer à lever les barrières frontalières qui empêchent les Juifs de se réfugier au Canada³⁸.

Toutefois, le comportement de la bureaucratie fédérale à l'endroit des réfugiés juifs ne se limite pas à une simple question de pragmatisme politique. Mackenzie King confie l'application de sa politique à un haut fonctionnaire, Gordon Robertson et au ministre de l'intérieur, Frederick Charles Blair, tous deux reconnus pour leur antisémitisme. Ce dernier, dans une lettre au premier ministre s'est même vanté que : «Pressure by Jewish People to get into Canada has never been greater than it is now, and I am glad to be able to add that after 35 years of experience here, that it has never been so carefully controlled»³⁹. De plus, Mackenzie King n'était pas sans préjugés à l'endroit des Juifs. Ainsi, on retrouve dans le journal intime de King, en février 1946, le commentaire suivant : «The evidence is very strong, not against all Jews [...] that in a large percentage of the race there are tendencies and trends which are dangerous indeed»⁴⁰.

L'événement le plus célèbre de cette époque est la traversée du S.S. Saint-Louis, en 1939. Ce navire quitte Hambourg, en Allemagne, pour Cuba, rempli de 917 réfugiés juifs. Toutefois, Cuba refuse de leur accorder asile, ainsi que les États-Unis et le Canada. Mackenzie King et son ministre Blair ont joué un rôle capital dans ce refus. Le navire n'aura d'autres choix que de rentrer en Europe où la plupart des passagers mourront des années plus tard dans les camps de concentration. Pour conclure, rappelons qu'entre 1933 et 1948, le Canada est le pays qui a accueilli le moins d'immigrants juifs, soit 5000 réfugiés⁴¹.

Le blocage institutionnel

Si les campagnes de la presse cléricalo-nationaliste représentent la manifestation la plus évidente de l'antisémitisme au Québec, cette doctrine prend un tout autre visage ailleurs au Canada. Dès la fin du XIX^e siècle, les universités anglo-protestantes accueillent des contingents d'étudiants juifs qui souhaitent accéder à la mobilité sociale par le biais de ces institutions

prestigieuses. Pour préserver le caractère protestant et anglo-saxon des universités, les élites éducatives canadiennes-anglaises instaurent au lendemain de la Première Guerre mondiale un système de quotas qui vise à restreindre les inscriptions d'étudiants juifs. Ainsi, à l'Université McGill, grâce au système des quotas, la proportion de juifs passe, entre 1925 et 1935, de 25 à 12 % de la population étudiante totale⁴².

Cette pratique n'est pas propre à l'Université McGill. Elle s'est étendue à l'ensemble du Canada et des États-Unis. Ainsi, en 1919, le nouveau principal de l'Université Queen's, le Docteur R. Bruce Taylor, lors d'un discours, avoua être fier « that there were only five Jews at Queen's », car « The presence of many Jews tended to lower the tone of Canadian Universities ». Bien qu'il ne s'agissait pas encore d'une politique officielle – elle le deviendra une décennie plus tard -, il suggérait «we should do our best to keep their numbers from increasing in our Universities»⁴³.

Dans ces conditions, plusieurs Juifs n'ont eu d'autres choix que de se tourner vers l'Université de Montréal, une institution française et catholique, qui n'a jamais été préparée à les accueillir en raison de son caractère confessionnel. Entre 1925 et 1935, leur proportion au sein du corps étudiant progresse de 1 à 4 %. Au début des années 1930, l'administration universitaire est victime d'attaques de nationalistes qui dénoncent la présence d'élèves juifs dans son enceinte. Parmi eux, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) est parmi la plus militante.

L'événement le plus marquant est la grève de l'Hôpital Notre-Dame. En 1934, des internes de la Faculté de médecine de l'Hôpital Notre-Dame déclenchent une grève pour protester contre la présence d'un étudiant d'origine juive, Samuel Rabinovitch. Pendant une semaine, l'hôpital est paralysé et les malades ne bénéficient d'aucun soin. La presse canadienne-française se divise sur la question selon les lignes idéologiques des journaux. Les journaux libéraux dénoncent la grève et les journaux clérico-nationalistes appuient les grévistes. L'interne Samuel Rabinovitch prend la décision de démissionner pour éviter que la crise ne dégénère en campagne antijuive. Après cette crise, l'administration de l'Université de Montréal décide régler cette question une bonne fois pour toutes. Elle consulte les autorités vaticanes pour savoir si elle peut accueillir des étudiants juifs. Les autorités vaticanes lui répondent qu'elle peut tolérer les Juifs à condition qu'ils respectent le caractère catholique de l'institution et qu'ils se plient aux règlements de l'institution de bonne grâce⁴⁴.

L'exclusion sociale s'étend aussi à d'autres secteurs de la société. À Montréal et à Toronto, les Juifs sont exclus des clubs sociaux et sportifs. Les médecins juifs ne sont pas

engagés dans les hôpitaux. Les juristes juifs sont exclus de la majorité des cabinets d'avocats et il n'y a pas de juges juifs. Les emplois dans les banques leur sont fermés. Il est très difficile pour un Juif d'être engagé dans une école publique à titre d'enseignant. Enfin, ils sont bannis des clubs de golf, des plages ou des stations de villégiature. Bref, la communauté juive est confrontée à un véritable blocage institutionnel qui ne prendra fin qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale⁴⁵.

Face à cette discrimination systématique, la communauté juive met sur pied, dès les années 1910, un réseau d'écoles et d'hôpitaux privés soutenu financièrement par de généreux donateurs. Ce réseau d'institutions privées permet, en plus d'offrir des services éducatifs et de santé, d'embaucher les diplômés juifs qui souffrent de la discrimination dans les établissements protestants ou catholiques. Les débuts sont d'abord timides. La communauté juive dispose de peu de ressources financières. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, au terme d'un processus de mobilité sociale désormais achevée, les membres de la communauté juive peuvent investir davantage dans l'élaboration d'un réseau d'écoles et d'hôpitaux privés qui connaissent à Montréal, à Toronto et à Winnipeg un véritable rayonnement communautaire⁴⁶.

Les mouvements d'extrême droite

La Dépression économique et la situation internationale en Europe vont donner une nouvelle visibilité à des groupes qui adhèrent à la pensée fasciste et national-socialiste. Ainsi, dans les années 1930, plusieurs journaux comme *Vivre*, *Le Patriote* et *La Nation* et les groupes tels les *Jeunes Canada* sont ouvertement fascistes et réclament la création d'un État français indépendant, la *Laurentie*. Ils concluent à la faillite du capitalisme et de la démocratie parlementaire et en appellent l'établissement d'un régime fasciste et corporatiste aligné sur les modèles des régimes de Mussolini en Italie, de Franco en Espagne, de Salazar au Portugal et même plus tard du gouvernement de Vichy en France. Cette presse « fascisante » demeure très marginale et son action ne débouche sur aucun mouvement politique concret⁴⁷.

Il en va autrement du nazisme. En 1934, Adrien Arcand fonde à Montréal le Parti National Social Chrétien. Il s'appuie sur diverses revues antisémites comme le *Chameau*, le *Miroir* et le *Goglu* au langage écrit fort violent. Le mouvement national-socialiste chrétien puise à la fois dans les doctrines fascistes et corporatistes, l'impérialisme, l'ultranationalisme, l'antijudaïsme et l'antisémitisme. Il s'agit du seul véritable mouvement complètement antisémite au Canada qui fait de cette pensée sa raison d'être. Cette organisation politique ne rallie pas beaucoup de

membres – à peine 2000, mais a une visibilité importante en raison de ses publications et ses manifestations tonitruantes. À la même époque, dans les autres provinces, d'autres organisations fascistes voient le jour : le *Canadian Nationalist Party* dans l'Ouest et l'*Ontario Nationalist Party* en Ontario. En 1938, les trois partis fascistes se fusionnent en un nouveau parti pour porter le nom de *National Unity Party of Canada* dirigé par Adrien Arcand. Ces partis souhaitent établir un gouvernement centralisé et interventionniste, particulièrement en matière d'économie, qui participerait aux guerres impériales, qui ne reconnaîtrait que les religions chrétiennes et n'accorderait la citoyenneté qu'aux membres des deux « Nations fondatrices »⁴⁸.

Enfin, parmi les populations immigrées d'origine ukrainienne, polonaise et allemande, l'antisémitisme atteint une audience importante. Ces immigrants venaient de pays où l'antisémitisme avait des racines profondes. De plus, les Allemands du Manitoba et de la région de Kitchener, en Ontario et les Italiens de Montréal et de Toronto mettent sur pied des organisations fascistes et nazies. Ces mouvements exaltent le sentiment de fierté des communautés de la diaspora vis-à-vis de la mère patrie⁴⁹.

Adrien Arcand et ses sbires ont pu compter sur l'appui financier du gouvernement conservateur de Bennett à Ottawa et du gouvernement provincial de Duplessis à Québec, ainsi que de Mgr Gauthier l'archevêque de Montréal. Toutefois, les excès du régime nazi, à la fin des années 1930, notamment lors de la promulgation des Lois de Nuremberg, en 1935, et les événements de la *Kristallnacht*, en 1938, ont amené certains dirigeants canadiens à réviser leurs positions. Ainsi, en 1937, Duplessis retire son appui à Arcand et tente d'opérer des rapprochements avec la communauté juive. L'année suivante, Mgr Gauthier désavoue publiquement la pensée nazie qu'il juge antichrétienne. Lorsque la guerre éclate, les dirigeants fascistes et nazis sont emprisonnés et leurs organisations démantelées⁵⁰.

Il ne faut pas croire que la communauté juive reste indifférente à la montée de ces mouvements. En 1934, le Congrès Juif Canadien est fondé pour réagir à la montée du sentiment d'antisémitisme au Canada. Le Congrès Juif Canadien se lance dans un vaste mouvement de relations publiques. Il cherche à obtenir l'appui de personnalités publiques canadiennes et des Églises chrétiennes pour dénoncer la presse antisémite. Il tente d'organiser un front commun antifasciste, ce qu'il réussit surtout à la fin des années 1930, alors qu'il devient évident que les régimes totalitaires font peser en Europe une menace pour la paix. Il réclame, sans grand succès d'ailleurs, une plus grande flexibilité du gouvernement fédéral vis-à-vis des demandes d'immigration des réfugiés juifs allemands. Enfin, il organise un boycottage des produits manufacturés en provenance d'Allemagne. Même si les initiatives du Congrès Juif Canadien

n'ont guère été couronnées de succès à première vue, elles ont jeté les bases d'un rapprochement entre chrétiens et juifs au lendemain de la Seconde Guerre mondiale⁵¹.

La fin de l'antisémitisme

Au cours des années 1940, d'importants bouleversements porteront un coup dur à certaines conceptions nationales qui perduraient depuis le début du XX^e siècle, particulièrement au Québec. Les phénomènes de l'industrialisation, de l'urbanisation et même de la sécularisation, tant décriés par les éléments les plus conservateurs de la société québécoise, deviennent une réalité. Dans ces circonstances, l'association du Juif aux « doctrines dangereuses » perd tout son sens. Bien que l'antisémitisme persiste au Québec pendant les années 1940 et 1950, il prend une forme beaucoup plus marginale.

De nombreux penseurs nationalistes au Québec, conscients de tous ces changements, redéfinissent le cadre de la nation qui repose désormais sur la langue et la culture française, sur l'appartenance à un territoire et à l'identification à un État interventionniste. Le Congrès Juif Canadien en profite pour amorcer un dialogue interculturel envers les néo-nationalistes québécois et souder davantage les liens entre Juifs et Canadiens français. Par ailleurs, les néo-nationalistes québécois ne posent plus le même regard sur l'immigration. Autrefois perçue avec méfiance, l'immigration apparaît de plus en plus comme un moyen de renforcer le poids des francophones au Québec, d'où la nécessité d'intégrer les immigrants à la société canadienne-française⁵².

Ailleurs au Canada, les manifestations antisémites tend à disparaître lentement. Les discriminations vis-à-vis des Juifs prennent du temps à disparaître. Néanmoins, l'Ontario adopte en 1947 et 1951 des lois pour interdire la discrimination dans les emplois et dans la fréquentation des lieux publics. À partir des années 1940, le gouvernement fédéral se dote d'institutions et de politiques pour promouvoir une citoyenneté basée sur l'appartenance à des valeurs sociales communes, sur la promotion des droits individuels et sur la culture canadienne. De plus en plus, les Canadiens se définissent comme une mosaïque culturelle qui résulte de l'apport de diverses sources de peuplement. Les références religieuses perdent de leur importance dans la définition de la nation. Plus tard, les politiques de bilinguisme et de multiculturalisme rendent caduque la conception chrétienne de la nation canadienne⁵³.

À la lumière de ce nous venons de voir, plusieurs observations peuvent être notées. L'antisémitisme au Canada anglais et au Québec offre des racines semblables. Toutefois, leurs manifestations et leur mode d'expression sont foncièrement différents. Dans les deux cas, il s'agit d'une idéologie qui cherche à préserver le référent chrétien de la société canadienne. Pour beaucoup de catholiques et de protestants de l'époque, l'immigration juive menace les fondements chrétiens sur lesquels repose la société canadienne.

L'antisémitisme canadien anglais prendra un visage beaucoup plus institutionnel, secret et souterrain. Pour préserver le caractère protestant de la société, les élites de l'époque ferment les portes des lieux de mobilité sociale et de sociabilité aux Juifs. Bref, les zones de frictions s'exprimeront au sommet. L'antisémitisme canadien-français s'exprimera davantage vers le bas par l'intermédiaire de la presse cléricalo-nationaliste. Pour ses porte-parole, les Juifs menacent le caractère chrétien de la société, diffusent des idéologies dangereuses et constituent des rivaux commerciaux pour les Canadiens français. Il s'agit d'un antisémitisme bruyant, tapageur, visible sur le terrain et vociférateur. Les Canadiens français n'hésiteront pas à se déchirer sur la place publique dévoilant ainsi les divisions et les contradictions qui les assaillent. Si les sources d'inspiration et les moyens utilisés diffèrent, il reste que l'antisémitisme, au Québec ou ailleurs au Canada, exprime la même finalité : préserver un tissu social homogène d'inspiration chrétienne.

Enfin, la pensée antisémite perdra de son ampleur au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sans mourir pour autant. En fait, l'antisémitisme perd de sa signification, alors que les phénomènes qu'il combattait deviennent une réalité. Dans les années 1940, la société canadienne, mais aussi québécoise, devient de plus en plus urbaine, industrielle, séculière et multiculturelle. À un tel point, qu'il faut délaisser les référents chrétiens de la société canadienne et redéfinir le cadre de la nation d'après de nouveaux paramètres. L'antisémitisme, sans être pour autant un courant idéologique dominant, aura constitué l'une des nombreuses formes de transition, douloureuse, il faut l'avouer, entre une conception ethno-religieuse et une conception civique ou politique de la nation.

-
1. Voir Jacob Katz, *Out to the Ghetto. The Social Background of Jewish Emancipation, 1770-1870*, New-York, Schocken Books, 1973.
 2. Voir Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Calman-Lévy, 1955-1971, 4 volumes. Raul Hillberg, *The Destruction of the European Jews*, Chicago, Quadrangle Books, 1967.
 3. À ce sujet, voir l'introduction de Pierre Anctil, *Le rendez-vous manqué, Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Sainte-Foy, IQRC, 1988, pp. 28-29.
 4. Voir Norman MacDonald, *Canada : immigration and Colonization 1841-1903*, Toronto, 1970. Valerie Knowles, *Strangers at Our Gates : Canadian Immigration Policy, 1540-1997.*, rev. Edn., Toronto, 1997. Ninette Kelley et Michael Trebilock, *The Making of the Mosaic : A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, 1998.
 5. Voir Carl Berger, *Imperialism and Nationalism, 1884-1914 : A Conflict in Canadian Thought*, Toronto, Copp Clark, 1969. Carl Berger, *The Sense of Power : Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, 1970. Voir aussi Sylvie Lacombe, *La rencontre de deux peuples élus, Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Sainte-Foy, PUL, Collection Sociologie contemporaine, 2002.
 6. Cité dans J. M. Bumsted, *The Peoples of Canada, A Post-Confederation History*, Don Mills, Oxford University Press, 2008, p. 164
 7. Voir Donald K. Pickens, *Eugenics and the Progressives*, Nashville, 1968. Angus Maclaren, *Our Own Master Race : Eugenics in Canada, 1885-1945*, Toronto, Oxford University Press, 1990. Carol Bacchi, « Race Regeneration and Social Purity : A Study of the Social Attitudes of Canada's English-Speaking Suffragists' », dans Jack Bumsted, *Interpreting Canada's Past*, vol. 2, 195.
 8. Voir Harold Martin Tropper, *Only Farmers Need Apply : Official Canadian Government Encouragement of Immigration from the United States, 1896-1911*, Toronto, 1972. Jaroslav Petryshyn, *Peasants in the Promised Land : Canada and the Ukrainians, 1891-1914*, Toronto, 1985. Patricia Roy, *A White Man's Province : British Columbia Politicians and Chinese and Japanese Immigration 1858-1914*, Vancouver, UBC, 1989. W. Peter Ward, *White Canada Forever : Popular Attitudes and Public Policy towards Orientals in British Columbia*, Montreal, 1990. Donald Avery, *Reluctant Host : Canada's Response to the Immigrant Workers, 1896-1994*, Toronto, 1995. Ruth Klein and Frank Dimant, dir., *From immigration to Integration : The Canadian Jewish Experience*, North York, 2001.
 9. Reg Whitaker, *La politique canadienne d'immigration, Depuis la Confédération*, La Société historique du Canada, Les groupes ethniques au Canada, Brochure no 15, Ottawa, 1991, pp. 5-6.
 10. Anctil, *Le rendez-vous manqué...*, pp. 35-41.
 11. Goldwin Smith, « Can Jews Be Patriots », *Nineteenth Century*, 3 mai 1878, p. 877.
 12. *Ibid.*, p. 884. Au sujet de la pensée antisémite de Goldwin Smith, voir Gerald Tulchinsky, *Taking Root, The Origins of the Canadian Jewish Community*, Toronto, Stoddard, pp. 233-238. Voir aussi, Gerald Tulchinsky, « Goldwin Smith : Victorian Canadian Antisemite », dans Alan Davies (dir.), *Antisemitism in Canada, History and Interpretation*, Waterloo, WLU, 1992, pp. 67-91.
 13. Nadia F. Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec, Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIXe siècle*, Montréal, HMH, 1978. Nive Voisine et Jean Hamelin, dir., *Les Ultramontains canadiens-français, Études d'histoire religieuse présentées en hommage au professeur Philippe Sylvain*, Montréal, Boréal, 1985. Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois, Le XXe siècle, tome 1, 1898-1940*, Montréal, Boréal Express, 1984. Philippe Sylvain et Nive Voisine, *Histoire du catholicisme québécois, Réveil et consolidation, tome 2, 1840-1898*, Montréal, Boréal, 1991.
 14. Jean-Paul Bernard, *Les Rouges : libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971. Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté, Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988. Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècle*, Montréal, Boréal, 1993. Yvan Lamonde (dir.), *Combats libéraux au tournant du XXe siècle*, Montréal, Fides, 1995.
 15. Au sujet de la pensée nationaliste canadienne-française, voir Ramsay Cook, *L'autonomie provinciale, les droits des minorités et la théorie du pacte, 1867-1921*, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1969. A. I. Silver, *The French Canadian Idea of Confederation, 1864-1900*, Toronto, Toronto University Press, 1997. Joseph Levitt, *Henri Bourassa and the Golden Calf, The Social Program of the Nationalists of Quebec, 1900-1914*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972.
 16. Cité dans Yolande Capistran, Aurore Dupuis et André Francoeur (dir.), *Le Canada : 1867 – aujourd'hui*, Montréal, Guérin, 1989, p. 314.
 17. Pierre Anctil, *Le Devoir, les Juifs et l'immigration, de Bourassa à Laurendeau*, Sainte-Foy, IQRC, 1988, pp. 38-39.
 18. Jacques Langlais et David Rome, *Juifs et Québécois français, 200 ans d'histoire commune*, Montréal, Fides, Collection « Rencontre des cultures », 1986, 286 p.
 19. Sylvie Taschereau, « Nouveau regard sur les relations judéo-québécoises : le commerce comme terrain d'échanges, 1900-1945 », dans Pierre Anctil, Ira Robinson et Gérard Bouchard, *Juifs et Canadiens français*

dans la société québécoise, Actes du colloque tenu en mars 1999 et organisé conjointement par l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IREP) et par la Bibliothèque publique juive de Montréal, Sillery, Septentrion, 2000, pp. 34-49.

20. Au sujet de la théorie de la mobilité sociale, voir Anctil, *Le rendez-vous manqué...*, pp. 31-56.
21. Au sujet de l'antisémitisme au Québec, entre 1870 et 1914, voir Michael Brown, *Jew or Jew? Jews, French Canadians and Anglo-Canadians, 1759-1914*, Philadelphia, The Jewish Publication Society, 1987.
22. Zacharie Lacasse, *Dans le camp ennemi*, Montréal, Cadieux et Derome, 1893, ICMH, n°8370.
23. Cité dans Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, Montréal, Fides, 2004, pp. 33-37.
24. Voir Anctil, *Le rendez-vous manqué...*, pp. 267-270.
25. Au sujet de l'Action française, voir les titres suivants : Susan Mann, *Lionel Groulx et l'Action française, Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, Montréal, VLB Éditeur, 2005. Lamonde, *Histoire sociale des idées...*, pp. 139-165. Pascale Ryan, *Penser la nation, La ligue d'action nationale, 1917-1960*, Montréal, Leméac, 2006.
26. Henri Bernard, « L'ennemi dans la place : théâtre et cinéma », *Action française*, décembre 1924, p. 69. Cité dans Lamonde, *Histoire sociale des idées...*, p. 154.
27. « La poussée juive au Canada », *L'Action catholique*, 18 novembre 1920. Cité dans Richard Jones, *L'idéologie de l'Action catholique (1917-1939)*, Sainte-Foy, PUL, Histoire et sociologie de la culture, 9, 1974, p. 275.
28. « Les Juifs », *L'Action catholique*, 8 mars 1932. Jones, *L'idéologie de l'Action...*, p. 277.
29. La liste des études sur Groulx serait beaucoup trop longue pour être énumérée au complet. Nous nous contenterons des textes les plus marquants et aussi des plus récents. Esther Delisle, *Le Traître et le Juif : Lionel Groulx, « Le Devoir » et le délire du nationalisme d'extrême-droite dans la province de Québec*, Montréal, L'étincelle, 1992. Gary Gary Caldwell, «La controverse Delisle-Richler : le discours sur l'antisémitisme au Québec et l'orthodoxie néo-libérale au Canada », *L'Agora*, Vol. 1, n° 9 (juin 1994). Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003. Gérard Bouchard, *Les deux chanoines, Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003. Robert Boily (dir.), *Un héritage controversé, Nouvelles lectures de Lionel Groulx*, Montréal, VLB éditeur, 2005.
30. Jacques Brassier, « Pour qu'on vive : Politiciens et Juifs », *Action nationale*, Vol. 1, n°6 (juin 1933), pp. 361-366.
31. Voir Anctil, *Le Devoir, les Juifs...*, pp. 119-123.
32. *Canadian Almanach and Directory*, 1921, pp. 364-365. Cité dans Jacques Rouillard, « La Révolution tranquille, la rupture ou tournant », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 32, 4 (hiver 1998), p. 40.
33. Sur la presse libérale au Québec, voir Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)*, Québec, PUL, 1976. Ralph Heintzman, *The Struggle for Life. The French Daily Press and the Problems of Economic Growth in the Age of Laurier : 1896-1911*, Ph. D. (histoire), York University, 1977. Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec*, Montréal, Méridien, 1991.
34. Voir Anctil, *Le Devoir, les Juifs...*, pp. 70-102.
35. Henri Bourassa, *Gouvernement du Canada*, 1934, p. 1659. Cité dans Anctil, *Le Devoir, les Juifs...* p. 56.
36. Voir Anctil, *Le Devoir, les Juifs...*, pp. 50-61.
37. Whitaker, *La politique canadienne d'immigration...*, p. 13.
38. Voir Marc Hébert, « Le Soleil, le Quebec Chronicle Telegraph et l'immigration juive 1925-1939 », *Canadian Jewish Studies/Études Juives Canadiennes*, Vol. 3 (1995), pp. 55-87. Olivier Côté, « Nouveau regard sur l'Antisémitisme : Enquête sur la position de cinq quotidiens canadiens français au sujet de la question juive en Allemagne (1935-1939) », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 15, n°1, automne 2006.
39. Voir Irving Abella et Harold Troper, *None is Too Many*, Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1983, 336 p. Gerald Tulchinsky, *Branching Out, The Transformation of the Canadian Jewish Community*, Toronto, Stoddart, 1998, pp. 32-62.
38. Mackenzie King Diary, 20 février 1946. Archives nationales du Canada (ANC). Cité dans Tulchinsky, *Taking Root...*, p. 238.
41. Voir Miller Scott et Sarah Ogilvie, *Refuge Denied : The St. Louis Passengers and the Holocaust*, Madison, University of Wisconsin Press, 2008.
42. Anctil, *Le rendez-vous manqué...*, pp. 59-107.
43. Cité dans Tulchinsky, *Taking Root...*, p. 240.
44. Anctil, *Le rendez-vous manqué...*, pp. 109-161.
45. Stephan Speisman, « Antisemitism in Ontario : The Twentieth Century », dans Alan Davies, *Antisemitism in Canada, History and Interpretation*, Waterloo, WLO, 1992, pp. 113-133.
46. Voir Pierre Anctil, *Tur Malka, Flânerie sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*, Sillery, Septentrion, 1997. Tulchinsky, *Branching Out...*, pp. 290-292.

-
47. Voir André J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises, Le grand tournant de 1934-1936*, Québec, PUL, 1974.
48. Voir Betcherman, *The Swatiska and the...*, voir les chapitres sept à neuf. David Rome, *Clouds in the Thirties, On Anti-Semitism in Canada, 1929-1939*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1977-1981, 13 volumes. Martin Robin, *Shades of Right, Nativist and Fascist Politics in Canada 1920-1940*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, voir les chapitres quatre à sept.
- 49 Robin, *Shades of Right...*, voir les chapitres huit et neuf. Tulchinsky, *Branching out...*, pp. 195-199.
50. Betcherman, *The Swatiska and the...*, voir les chapitres dix et onze. Robin, *Shades of Right...*, pp. 265-280.
51. Tulchinsky, *Branching out...*, pp. 179-184. Anctil, *Le rendez-vous manqué...*, voir chapitre cinq.
52. Michael D. Behiels, *Le Québec et la question de l'immigration : De l'ethnocentrisme au pluralisme ethnique, 1900-1985*, Les groupes ethniques au Canada, Société historique du Canada, Brochure no 18, Ottawa, 1991.
53. Tulchinsky, *Branching out...*, pp. 269-275.